

Convention collective
IDCC : 9761. – **EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ÉLEVAGE**
(Seine-Maritime)
(28 février 1983)

(Etendue par arrêté du 20 février 1984,
Journal officiel du 1^{er} mars 1984)

AVENANT N° 2 DU 12 JUILLET 2012

NOR : AGRS1297182M
IDCC : 9761

Entre :

L'union syndicale agricole de la Seine-Maritime ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de Seine-Maritime,

D'une part, et

La CFDT entreprises agricoles et agroalimentaires de Seine-Maritime ;

L'UD CFTC-Agri de Seine-Maritime ;

L'UD FO de Seine-Maritime ;

Le SNCEA, fédération de l'agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Hausse des cotisations

La loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, les dispositions suivantes annulent et remplacent le contenu de l'article 6 « Cotisations » de l'accord du 25 janvier 2007 :

« Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,29 %, qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié, soit 0,145 % à la charge du salarié et 0,145 % à la charge de l'employeur.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 12 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée.

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations qui correspondent aux garanties couvrant l'indemnité journalière pour l'incapacité temporaire de travail, la rente liée à l'invalidité et le décès, est réparti à la charge des employeurs et à la charge des salariés, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Les taux de cotisations afférents aux garanties prévoyance sont :

(En pourcentage.)

GARANTIES	TAUX de cotisation	PART employeur	PART salarié
Incapacité temporaire de travail	0,65	0,33	0,32
Invalidité	0,38	0,185	0,195
Décès	0,42	0,21	0,21
Sous-total	1,45	0,725	0,725
Assurance des charges sociales patronales	0,11	0,11	–
Réforme des retraites (cotisation exceptionnelle pour 1 an)	0,29	0,145	0,145
Total	1,85	0,98	0,87

Ces cotisations sont appelées sur l'ensemble du personnel non cadre quelle que soit son ancienneté. »

Article 2

Date d'effet et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet le 1^{er} janvier 2013 si son arrêté d'extension est publié avant cette date. Dans le cas contraire, il entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil suivant l'arrêté d'extension.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de l'accord.

Fait à Bois-Guillaume, le 12 juillet 2012.

(Suivent les signatures.)